



CLUB SECURITE HUMAINE, DEVELOPPEMENT DURABLE ET
VEILLE

***L'ATTAQUE MEURTRIÈRE DE KAFOLO DU 11 JUIN 2020 :
Radioscopie d'une frappe terroriste en Côte-d'Ivoire***

Contribution de

Junior OMGBA NDOYE

Chercheur au Think Tank CEIDES
Diplômé de Sciences Po Toulouse

Juin 2020

S'il est un concept polysémique mais à la mode dans les pratiques discursives de maints acteurs, c'est bien celui de « terrorisme ». L'on s'accorde difficilement sur une définition systématisée du phénomène, tant les disciplines qui s'y consacrent sont d'horizons clairsemés, tant les appropriations politiques qui en sont faites sont de nature à complexifier davantage le concept. Arbitrairement, il nous paraît plus opératoire et intelligible de considérer l'acception faisant du terrorisme un ensemble d'activités de groupes clandestins et organisés faisant le choix d'actions particulièrement violentes (assassinats, attentats, séquestrations, enlèvements, prises d'otages, sabotages, etc.) contre des intérêts politiques, économiques, religieux »¹. Elle met en exergue les trois éléments énumérés au congrès de l'association Française de Science politique de 2009 permettant de qualifier un acte de « terroriste » : *Il ne respecte pas les règles du jus in bello* (de ce fait, frappe souvent les civils) ; *il a une visée psychologique* (la terreur) et *il est justifié par la logique de « la juste cause »* de l'aveu des auteurs de ces actes². C'est un phénomène devenu quasiment ubiquiste et la sous-région d'Afrique de l'Ouest n'est pas exempte de la chose. Le récent drame ayant eu lieu à Kafolo en Côte-d'Ivoire le 11 juin dernier, en est la funeste illustration. La présence des germes de ce phénomène peu encadré stratégiquement est plausible dès 1990. Fin 2011, le septentrion du Mali était déjà sous l'emprise de ces entrepreneurs de la guerre. Il est également à noter que la Côte-d'Ivoire n'est pas à son premier cas, le Grand Bassam ayant fait les frais de cette dynamique en 2016. La présente réflexion est donc d'une ardente actualité sur un phénomène constant, multiforme et évolutif. Par le cas Kafolo, s'ouvrent de lancinantes interrogations : *Dans quel contexte sécuritaire régional point cette attaque ? Comparativement à l'attaque du Grand Bassam, qu'est-ce qui peut expliquer le changement de mode opératoire en l'occurrence ? Quelles peuvent être les implications sécuritaires de cette dernière et les scénarii envisageables pour la Côte d'ivoire et ses voisins ?* Notre cheminement de pensée se fera en quatre temps. Il s'agira *primo*, de présenter le contexte sécuritaire abritant cette attaque, *secundo*, on fera une analyse motivationnelle du changement de cible en comparaison à l'attaque du Grand-Bassam, *tertio* et *quatro*, l'analyse se fera quelque peu prospectiviste en se projetant respectivement sur la probabilité de nouvelles attaques de ce genre en sol ivoirien et sur les scénarii envisageables dans la région.

¹ O.Nay, *Lexique de science politique ; vie et institutions politiques*, Paris, Dalloz, 2014, p.552.

² Gwenaëlle Calcerrada, « la tactique du faible au fort » : Apports et limites des explications structurelles et stratégiques du terrorisme par la discipline des Relations internationales. *Congrès AFSP 2009, section thématique 31 : Les terrorismes : Un objet pluriel pour un champ restreint ?* Axe 2 : Pour un renouvellement des modes d'appréhension des terrorismes

*

I- L'attaque de Kafolo, Une attaque engluée dans un contexte sécuritaire régional trouble : Les activités de l'État islamique et ses affiliés/démembrements à la loupe

L'attaque du 11 juin dernier en Côte-d'Ivoire est un événement agrégatif à un contexte sécuritaire régional déjà âpre depuis près d'une décennie. On observe depuis plusieurs années la recrudescence du phénomène d'insécurité grandissante attribuée aux groupes terroristes et malfrats qui ont fait de l'Afrique de l'ouest un îlot de leurs manœuvres mortifères. Le Mali, le Burkina-Faso, Le Niger et aujourd'hui la République Ivoirienne, ploient sous le faix de ce qu'on peut appeler les « terroristes sans frontières » : C'est à dire un ensemble de groupes armés n'ayant pas de base unique et qui se lancent à la conquête des nouveaux territoires. Cette forme migratoire du terrorisme est loin de celui des années 2001 même si, notons-le s'est inspiré des discours du terrorisme d'Al Qaeda. Il sied de relever que la violence qui a affecté et affecte encore la CEDEAO ces dernières années, n'a pas pour unique origine des groupes terroristes dits « purs » mais vient également d'un ensemble de groupes islamistes qui, pour certains ne se réclamant pas d'ordre terroriste, mais pour d'autres sont finalement associés à ce dernier. C'est le cas du groupe islamiste *Ansar Dine* qui a tissé des liens étroits avec le groupe Al-Qaeda au Maghreb (*AQMI*). En outre, la multiplication des groupes terroristes en Afrique de l'Ouest tels que le Mouvement pour l'unité du Jihad en Afrique de l'Ouest (*MUJAO*), *Ansarul Islam*, localisé aux environs de la municipalité de Djibo, au nord du Burkina Faso, ou encore l'EIGS (l'Etat islamique dans le Grand Sahel) qui s'étale sur quelque 800 km le long de la frontière entre le Mali et l'ouest du Niger ainsi que sur environ 600 km le long de la frontière entre le Burkina Faso et le Niger. Près de 90 % des attaques de l'EIGS se sont produites dans un rayon de 100 km appartenant à l'une de ces frontières³ ; tire ses origines de l'instabilité généralisée créée par la guerre de Libye. Opportunistes et très mobiles, les terroristes se sont saisis du chaos libyen et la faille ouverte par le printemps arabe pour essaimer la zone. La bande sahélienne est d'ores et déjà la proie des groupes terroristes opérant au Maghreb. Depuis des années maintenant les pays du Sahel sont aux prises avec une

³ Africacenter.org

succession de crises politiques et humanitaires et de défis sécuritaires aux portées négatives sur la paix et la stabilisation des pays de la région. Les inflexions de la gouvernance et l'instabilité politique à répétition, presque consubstantielles à la violence des conflits sociaux, expliquent l'élargissement de la fracture, du fossé entre la société et l'État. On parle d'ici de la « fracture sociale ».

La situation sécuritaire au Sahel notamment au Mali, particulièrement touché et frappé de plein fouet par cette flambée d'attaques, servant d'ores et déjà pratiquement de base au groupe terroriste, édulcore le tissu sécuritaire actuel de la sous-région. Le nombre de victimes des attaques liées au terrorisme se multiplie par 5 depuis 2016, comme le précise M. Mohamed Chambas :

« Au cours de la seule année de 2016 on a dénombré 4000 morts, contre 770 en 2015, tandis que les attaques se déportent vers l'Est depuis le Mali, vers le Burkina-Faso et menacent désormais les États côtiers. Dans le même temps, le nombre de personnes déplacées a été multiplié par 20, sans compter les 25000 Victimes qui ont cherché refuge dans d'autres pays. »⁴.

Il nous échoit de relever –en adjonction- que les stratégies terroristes diffèrent selon les ambitions modulées, la capacité de riposte des forces en présence et la situation politique des pays où ils opèrent. Leurs actions s'inscrivent avant tout dans une radicalisation exacerbée de la pratique de l'islam que ce soit dans les pays islamiques ou non. Dans un contexte international et géopolitique conflictuel, les opérations des terroristes varient et se métamorphosent en s'inscrivant, soit dans une démarche de déstabilisation, soit alors dans une démarche de conquête de territoire d'où le terrorisme de territoires. Ainsi, sommes-nous en demeure d'interroger le nouveau mode opération des terroristes durant cette attaque qui cibla clairement un poste des forces de défense.

II- Une attaque ciblée contre les forces de défenses : Un mode opératoire révélateur d'un objectif nouveau, prendre le contrôle du territoire

⁴ Mohamed Chambas, représentant spécial pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel au Conseil de sécurité des nations unies CS/ 1469, 8 janvier 2020,8698E, séance-matin.

L'attaque entreprise dans le village ivoirien de KAFOLO, à sa frontière avec le Burkina-Faso, ciblant précisément une base mixte militaire et de gendarme, en situation de sécurisation de la zone contre une expédition sur le sol ivoirien des groupes d'entrepreneurs de la terreur, exerçant leur méfait depuis un certain moment la zone, est une stratégie démonstrative des groupes terroristes, à l'effet de marquer leur présence, leur capacité de riposte, d'expansion des actions et mettre au jour leur force militaire. Comparativement à celle de Grand Bassam en 2016, avec comme mode opératoire des attentats suicides ciblant des hôtels de la place côtière, les seigneurs de la guerre cette fois ont changé de mode opératoire. Il s'agit dans le cas présent, d'une attaque menée par une quarantaine de personnes armées qui ont littéralement surpris une caserne militaire dans le Nord du pays. Deux objectifs peuvent y être décelés : La sociologie du terrorisme nous donne des clés d'intellection permettant de dire tout uniment que le mode opératoire visant les populations a pour dessein premier la terreur au sein du tissu social. En revanche, s'attaquer aux forces de Défense indique clairement une volonté d'extension du territoire. En l'occurrence, l'on peut ajouter la riposte et la démonstration de force.

La Riposte ? Objectif à court terme.

C'est un coup de semonce contre les forces de défense et de sécurité ivoirienne (FDS), qui rappelons-le, ont en mai dernier mené une opération conjointe avec leurs voisins du Burkina Faso, ayant pour nom de code « **l'opération Comoé** » dont le but était de renforcer la sécurité des deux frontières afin de neutraliser toute tentative de pénétration dans la zone par les terroristes. En effet, le 14 mai 2020 lors d'une descente de ratissages des lieux, subséquente à des informations sur la présence de djihadistes, principalement *Katiba Macina*⁵, les armées Ivoiriennes et Burkinabés ont neutralisé plusieurs djihadistes et détruit une de leur cellule, dans la localité d'Alidoukou au Sud-Ouest du Burkina-Faso. L'attaque ciblée de KAFOLO serait par conséquent une offensive vindicative et de riposte : C'est un objectif à court terme.

Occuper le territoire, objectif à long terme. On perçoit très vite que la côte atlantique n'est pas loin du Sahel et par voie de faits on comprend clairement la volonté expansionniste des terroristes par le déploiement du sahel vers la côte atlantique. L'attaque d'une base armée les empêchant de s'installer progressivement dans l'espace ivoirien était primordiale, car le

⁵ Groupe armé d'essence Djihadiste/salafiste qui se fit connaître, du moins dans l'actuelle dénomination, en 2015 durant la guerre du Mali aux fins argumentées de « libérer » le peuple peul. Il a pour chef Amadou Koufa

contrôle de la frontière au nord garantie à la fois la possibilité de recrutement tant à l'intérieur de la côte d'Ivoire qu'à l'extérieur dans les pays voisins et la mise sur pieds d'un plan de pénétration des mouvements à l'intérieur de la côte d'Ivoire comme c'est le cas au Mali. La création d'une cellule, *une nouvelle Katiba* sur les lieux s'impose donc aux cartes mentales des acteurs terroristes à l'effet de contrôler la frontière.

III- La Côte-d'Ivoire, futur foyer d'attaques terroristes répétées ?

Les attaques menées contre les voisins ne sont pas évanescences, au contraire, elles sont plus que jamais vivantes et présentes. Ce verdict de la réalité invite inéluctablement à se poser la question de savoir : La Côte d'Ivoire sera-t-elle également la proie d'attaques répétées sur son sol ?

La probabilité d'un mimétisme crisogène ...

L'attaque meurtrière de 2016 dans le Grand-Bassam, ayant causé près de 19 morts sous les rafales de balles des séides d'AQMI, venait confirmer les inquiétudes d'un vent d'insécurité dans la région comme une extension de la montée en puissance des attaques terroristes au Mali au Burkina-Faso voisins. D'ailleurs l'alarme avait été lancée quelques semaines avant par un diplomate français dans la région qui, en paraphrasant ses propos, assurait qu'il n'était pas question que la côte d'Ivoire résiste encore longtemps face aux attaques terroristes dans un climat régional trouble. Pour lui, la question n'était pas de savoir s'il y aura un jour un attentat en côte d'Ivoire ou au Sénégal, mais quand il y en aura un dans ces pays. Trois ans plus tard, la prédiction a presque eu gain de cause, quoiqu'il faille relever le faible taux des actes terroristes dans la ligne côtière de la sous-région d'Afrique de l'ouest qui va du Sénégal en passant par la côte d'Ivoire jusqu'au Bénin. On peut justifier cela par la présence des 4500 soldats de l'opération « Barkhane » et par les armées de la région. Il faut néanmoins noter que les groupes terroristes qui se sont développés de manière exponentielle au nord du Mali, ont étendu leurs actions au centre du pays, au Niger et au Burkina-Faso en faisant planer une réelle menace constante et un état de non contrôle, se prolongeant jusqu'au pays du Golfe de Guinée. L'accent mis sur la structuration d'un ancrage local avec le recrutement au sein de la communauté peulh présente dans toute la zone CEDEAO constitue un vivier à la possibilité d'une extension de l'instabilité en Côte d'Ivoire. De même, les

échéances électorales proches, très souvent foyer de crispation sociale et d'exacerbation des radicalismes en Afrique peuvent être exploitées par ces derniers.

... *Qui est à relativiser*

La topographie est un élément essentiel dans la stratégie militaire et dans l'atteinte d'objectifs tactiques. Sun Tzu nous le révélait de façon lancinante dans son *Art de la guerre*. Le territoire ivoirien est moins facile à contrôler que les territoires maliens ou burkinabés en raison de son caractère moins désertique. Il peut donc difficilement avoir des percées à Abidjan, comme il y en a eu à Bamako en 2013. Toutefois, les terroristes se délectent de l'utilisation des frontières pour se cacher et semer les forces de défense de tel ou tel autre pays. En restant vigilants, il sera difficile que des attaques répétées soient perpétrées au cœur de la Côte d'Ivoire. Elle ne se fera pas envahir, mais peut être exposée ponctuellement. Quels scénarii sont envisageables pour la Côte d'Ivoire et les pays voisins ?

IV- Scénarii envisageables dans la région :

Le renforcement du dispositif sécuritaire, les représailles et la coopération militaire comme moyens de réponse : Les autorités ivoiriennes et voisines peuvent prendre la décision d'augmenter les effectifs –Ou faire intervenir les forces spéciales- et le matériel militaire dans la zone, l'adaptant à une logique TAM (Terre, Air, Mer) aux fins de donner aux représailles une vigueur qui circule inlassablement dans l'attribut de souveraineté de l'État. L'État doit se montrer fort, il est l'unique détenteur de « la violence physique et légitime » pour parler rapidement avec Weber. Par ailleurs, la « réactivation » (parce qu'existant mais peu performatifs) des accords et organes bilatéraux et multilatéraux de sécurisation de la région est un scénario envisageable pour ces pays, suivant le paradigme de la sécurité collective. Ainsi, des incursions légalisées dans les territoires limitrophes, sont-ils envisageables. Toutefois, ce type de réponse stato-centrée, purement militaire ou du moins, sécuritaire dans le sens classique du terme, c'est-à-dire qu'il ne concerne que la sécurisation des territoires serait lacunaire. Négliger la variable *Bonne gouvernance*, serait une fois de plus, le ferment d'un échec dans les questions sécuritaires. En effet, beaucoup de populations de ces pays se sentent ostracisées de la vie sociopolitique et économique. Il importe donc, à côté de l'aspect purement militaire, de mener des actions considérables sur la gouvernance locale afin de

réduire les inégalités et les fractures sociales de tout genre. La gestion élargie de et inclusive de cette affaire est loin d'être un pis-aller. In fine, **si la politique de la région et de ses alliés est purement sécuritaire et pas aussi sociale, on empêchera sûrement les terroristes de créer des focales de l'État Islamique sur les territoires, mais ils ne cesseront guère d' enrôler des populations dans leurs desseins obscurs.**

*

**

Toute proportion gardée, La multiplication et la montée en puissance des mouvements terroristes en Afrique de l'ouest a contraint la CEDEAO à se doter d'une large gamme d'instruments juridiques et sécuritaires pour adapter son architecture de défense et de sécurité à la nouvelle menace transfrontalière. Malgré plusieurs entraves et dangers que peuvent relever ces menaces terroristes pour l'Afrique, elle offre aussi aux États Africains une opportunité de coopérer en touchant à des domaines qui jusque-là relevaient de l'exclusive souveraineté des États. Sous l'impulsion de l'Union africaine, les efforts en matière de lutte contre le terrorisme se mutualisent et tiennent tant bien que mal leurs promesses, bien que l'efficacité de toutes ces initiatives soit effritée par l'absence d'une réelle mutualisation et coordination. L'attaque de KAFOLO est donc une attaque de plus qui vient non seulement que mettre en lumière les insuffisances des mécanismes d'éradication du phénomène de terroriste mais aussi et surtout, faire œuvre pédagogique. Rien n'est perdu. L'arrestation récente d'une trentaine de djihadistes dont le burkinabé Sidibé Ali, un des chefs des cellules affiliées à la *katiba macina*⁶, offre une perspective enchantresse à côté de laquelle il faudrait nécessairement **une mutualisation/coordination efficiente et efficace des forces de défense et de sécurité**, ainsi une réelle volonté politique de **stabiliser les indicateurs de bonne gouvernance** ; et surtout **une approche inclusive et élargie de la sécurité**, pour une sécurisation durable de la région.

⁶ « Attaque de Kafolo : Les détails du coup de filet en Côte d'Ivoire », *Jeune Afrique*, 26 juin 2020

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



ceides
Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

www.ceides.org Email : infos@ceides.org



Think tank Ceides